

**Solidaires**



**Branche INRA**

## **Interventions et notes de l'élus SUD**

*Conseil d'Administration de l'INRA  
du 13 décembre 2011*

### **Revue des actualités de l'INRA par la Présidente**

Parmi les informations rapportées :

- Les chefs d'Etat du G20 (3-4 novembre à Cancun) affirment une action sur la sécurité alimentaire mondiale, la responsable du Département GAP est porteuse du projet génétique blé, projet qui par la télédétection va prévoir les récoltes pour sécuriser les prix des céréales.
  - La publication du résumé du rapport de la commission Beddington (qui réunit les CGIAR, organisations internationales de recherche agronomique) le 16 novembre avant sommet de Durban car l'agriculture contribue à 13% (effet direct) + 17% (changement usage des terres) de l'émission des gaz à effet de serre (CO<sup>2</sup> et protoxyde d'azote) qui jouent sur le changement climatique.
  - en Europe : proposition d'un rapport « horizon 2020 » faite à l'Union Européenne (UE) : 30 novembre 2011 et la Signature par Agreenium du projet AgreenSkills pour accueillir 120 post doc avec 70% du financement par UE.
  - en France, l'AERES vient d'adopter une modification des modalités d'évaluation qui étaient jusqu'ici simples (voire simplistes, dirions-nous !). L'interclassement des unités ne tenait compte que des publications dans les revues à comité de lecture. Désormais tous les types de production des unités seront pris en compte lors de l'évaluation.
  - à l'INRA, validation des schémas stratégiques des départements 2011-2015. Lauriers de l'INRA au Carrousel du Louvre le 7 décembre...
- Actualités scientifiques INRA : cartographie des sols français inventaire (colloque 18 novembre), variétés tolérantes aux herbicides (expertise scientifique collective en novembre)...

### **Contrat d'objectifs 2012-2016 présenté par le DG délégué**

Désormais le contrat d'objectifs couvre une période de 5 ans au lieu de 4.

Selon la direction, il y a un accord de principe avec les ministères de tutelle sur la stabilité globale des moyens, si d'aventure ils diminuaient, le rendu serait revu à la baisse. Et le texte reconnaît une forme de critique par des acteurs sociaux de la recherche scientifique. En écho à ces propos, l'intervention SUD :

*« Sur le **cadre de ce contrat**, nous pouvons renouveler mot à mot ce que nous disions à ce même CA le 20 octobre 2005, lors du vote du précédent contrat 2006-2009.*

*« Nous dénonçons le cadre de ce « contrat » de dupes où seul l'INRA s'engage dans un « cadre d'action pluriannuel partagé ». Le souvenir des fortes amputations de crédits en cours d'année 2003, puis de la tentative de supprimer 110 postes de titulaires est encore si vivace au sein des Unités (tant auprès des directions d'équipe que des personnels) que cette démarche imposée n'a désormais plus aucune crédibilité en interne ! »*

*Pour ce nouveau contrat, nous aurons l'occasion de revenir dans l'ordre du jour sur le budget d'austérité préparé pour 2012, avec notamment la consolidation des gels de postes opérés l'an dernier et la suppression de l'équivalent de 46 emplois de remplacement...*

*Il semble pourtant que certaines structures publiques contractent avec leurs ministères de tutelle des conventions d'objectifs et de gestion (COG), incluant les moyens mis à disposition pour tenir ces objectifs !*

***Sur le contenu**, comme en 2006 déjà, c'est un projet d'INRA 2020 qui est censé porter ces objectifs, avec des priorités aujourd'hui déclinées sur la période 2012-2016.*

*Nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer ici nos critiques tant sur la démarche engagée que sur la double contrainte subie de part la politique gouvernementale qui, après avoir en partie réduit les EPST à des agences de moyens, mettant en place l'ANR et l'AERES, les soumet maintenant au régime sec de la RGPP !*

*Les craintes de SUD devant une frénésie d'affichage s'est aussi concrétisée avec le «Grand Emprunt » lancé par le gouvernement. En lieu et place d'une réflexion prospective nous avons une amplification de l'existant, due à l'effet d'aubaine autour de ce grand emprunt, ce qui se traduit aujourd'hui dans les contrats « d'investissements d'Avenir ». Les orientations prises par l'INRA, en ces temps incertains, ne s'inscrivent pas dans la mise en œuvre d'une recherche agronomique explorant d'autres modèles agricoles que le seul modèle productiviste. A l'agroécologie les discours, au tout biotech les moyens. Pour preuve le dénuement dans lequel est cantonnée l'agriculture biologique par l'INRA, en dépit de l'objectif de la loi Grenelle 1 de 20% de la SAU en AB en 2020.*

*Nous avions au CA, en avril 2010, fait part de la perplexité d'une partie de la profession agricole lors de la consultation que vous aviez lancé sur la toile. Plus récemment, en juin dernier, nous vous avons rapporté à Rennes l'attente d'associations qui défendent une production agricole respectueuse des hommes et de l'environnement.*

*Nous attendons toujours, comme ces interlocuteurs, une réelle ouverture de la recherche à toutes les composantes de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement.*

*Vous ne serez donc pas surpris que **SUD vote contre ce nouveau contrat de dupes**, et continue sa résistance contre toutes les mesures visant :*

- à affaiblir la capacité de la recherche publique de jouer pleinement son rôle
- et à dégrader les conditions de travail des personnels de la recherche. »

A noter, dans les échanges avec la Direction :

- Elle précise que les indicateurs étaient déjà ceux du précédent contrat d'objectif : ce n'est pas le thermomètre qui est en cause mais sa lecture doit être bien faite !
- la Présidente considère que l'agroécologie est en plein essor à l'INRA. L' élu SUD lui fait remarquer qu'un récent ouvrage, dont elle est co-rédactrice, ne fait pas pourtant pas preuve d'une grande indulgence vis-à-vis de l' agriculture biologique (1,5 page sur 400).

**Le Contrat d'Objectifs est approuvé : 2 abstentions (CFDT agroalimentaire et CFTC) 5 contre (2 CFDT INRA, SUD, 1 CGT INRA et 1 CGT agroalimentaire)**

### **DM3 Décision Modificative n°3 du budget 2011**

Présentée par le Directeur du financement et de l'administration générale

NPPV de SUD car nous n'avons pas voté budget 2011 en conséquence sa modification est de la responsabilité de la DG, (6 contre, DM3 approuvée)

### **Projet de BUDGET 2012**

Le projet de budget 2012 est présenté comme stable dans un contexte général, néanmoins tendu.

Concernant les emplois : le plafond d'emplois limitatif est ramené de 9 469.8 ETP en 2011 à 9 463.8 en 2012, soit une diminution de 6 ETPT.

Les recrutements prévus sont en baisse sensible : 55 chercheurs (CR+DR) au lieu de 65 en 2011 et baisse aussi des ITA. 140 ITA recrutés en 2012 se répartiront en : 19 IR, 29 IE, 17 AI, 46 TR, 29 AT.

Gel confirmé des 40 postes déjà mis en réserve l'an dernier, cette année, suppression de 46 ETP d'emplois de remplacement.

Un contexte d'austérité que reprend l'expression SUD :

*« La recherche est soumise depuis des années, comme les autres secteurs publics, à des restructurations permanentes, sa capacité à répondre aux besoins citoyens est amoindrie, la précarité explose, les conditions de travail se dégradent pour un nombre croissant de collègues...*

*Le gouvernement affirme que les EPST sont épargnés par les coupes budgétaires, notamment en termes de personnel. En réalité, il s'agit d'un effet d'annonce, faute de subvention de l'Etat suffisante : ainsi, après avoir gelé 40 postes vacants en 2011, vous consolidez ce gel en 2012 et l'équivalent de 46 emplois sur contrats de remplacement sont cette fois supprimés.*

*Concernant les différentes lignes budgétaires, sans développer nous insistons sur 2 points :*

*- la nouvelle catégorie B suscite notre perplexité, d'abord parce que la mesure présentée comme effective pour fin 2011 est désormais annoncée sans calendrier par la DRH. Ensuite parce que cette mesure dite de revalorisation s'avère pénalisante, à court terme, pour une partie des agents situés en milieu de grade... Il n'est pas juste que le bénéfice obtenu en fin de corps soit payé « cash » par d'autres collègues !*

*- sur le volet social, nous avons bien repéré la hausse de la ligne budgétaire des aides accordées aux agents en grande difficulté financière, mais vous diminuez d'autant (10 000 euros) la ligne des prêts sociaux. Ici encore, il n'est pas juste que ce soit un transfert de financement entre 2 populations déjà fragiles. Enfin, nous constatons que le logement social demeure le parent pauvre de ce budget, alors que les nouvelles recrues ont de plus en plus de difficultés à trouver un logement financièrement accessible.*

*Nous ne voterons pas le budget 2012. »*

Réponse de la Direction concernant le nouvel espace indiciaire de la catégorie B : l'entièreté des éléments budgétaires est prévue en 2012 (soulignant un gain de 10 points, en moyenne, pour les agents).

***Vote du budget 2012, adopté : 2 abstentions (CFDT agroalimentaire et CFTC) 5 contre (2 CFDT INRA, 1 SUD, 1 CGT INRA et 1 CGT agroalimentaire)***

## **L'INRA et le monde agricole, des partenariats pour l'innovation**

Présentation du rapport par le Directeur Scientifique Agriculture de l'INRA.  
Contribution de l'élus SUD :

*« Nous remercions la DG pour ses efforts dans la prise en compte des recherches finalisées conduites en partenariat avec le monde agricole dans l'évaluation AERES car les résultats de la dernière vague sont souvent injustes et parfois catastrophiques. Tout un pan des travaux de certaines équipes est ignoré dans le système actuel d'évaluation.*

*Concernant le partenariat avec le monde agricole, la grande nouveauté sur les 10 dernières années est le processus de travail Grenelle de l'environnement avec tous porteurs d'enjeux dans le comité de pilotage. Cela change tout, chacun étant obligé de développer ses arguments et de les soumettre à la critique dans un débat contradictoire. Dans la préparation du rapport Ecophyto R&D de janvier 2010, c'est la diversité et la confrontation qui ont fait avancer vers la réduction des pesticides. Les enjeux y étaient tels que certains participants n'ont pas signé le rapport final, ou l'ont fait sous leur nom propre et pas sous la bannière de leur employeur. Le cahier d'acteurs qui accompagne le rapport est à ce titre très instructif, chacun défendant son point de vue. Et la bagarre continue dans Ecophyto 2018 et c'est cette bagarre qui nous aide à innover. »*

***Nous demandons un débat complètement ouvert, sur les partenariats pour l'innovation avec le monde agricole : que va faire la DG ? Finir de souder l'INRA à la FNSEA ou défendre les missions du service public de recherche agronomique ? L'attitude de l'INRA en 2012 sur les dossiers sensibles algues vertes et réduction des pesticides (Ecophyto 2018) nous donnera la réponse.***

## Nouveaux barèmes de remboursement des frais de mission

Intervention de l' élu SUD :

*« D'abord, nous demandons que ce point soit vu, en préalable en Comité Technique, car ce sont les personnels qui sont ici les premiers concernés.*

*Au delà de la bonne nouvelle du changement de prestataire (moins de 10 % de satisfaits actuellement !), nous ne comprenons pas pourquoi réduisez-vous le forfait de nuitée à 60 euros en région parisienne pour celles et ceux qui n'utilisent pas les services du prestataire ?*

*Ici encore, on a l'impression que la réflexion a été menée en visant un budget constant, et pour contrebalancer les 120 euros accordés via le marché, on réduit la prise en charge pour ceux qui, pour diverses raisons (souvent le flux tendu) n'ont pas utilisé le marché.*

*Ceci est d'autant plus injuste que parfois le prestataire proposera un hôtel éloigné du lieu de la réunion, impossible à tenir vu les horaires.*

*Et enfin, quelle assurance avons-nous que le nouveau prestataire soit cette fois efficient à 100 % ? Ce n'est pas aux agents d'en faire les frais !*

*Nous ne voyons aucune mesure permettant la prise en charge des frais complémentaires pour les logements indispensables à certains collègues en situation de handicap.*

*Pourquoi n'est-il pas pris en compte la mesure forfaitaire (anciennement 18 euros) en cas de logement non hôtelier ? Ce serait aussi une bonne mesure d'économie pour l'employeur ! »*

***Débat court, faute de temps (échange poursuivi au CT du 21 décembre, lire la synthèse SUD)***

***Texte adopté 6 NPPV (élus du personnel)***

Autres points à l'ODJ de ce CA

**- Délégation du Conseil à la Présidente pour conclure les contrats « Investissements d'Avenir »**

NPPV car SUD est complètement hostile à ce mode d'orientation de la recherche publique (lire plus haut) et en conséquence n'entrera pas dans les modalités de sa gestion.

**- Renouvellement de la composition du comité éthique commun INRA CIRAD**

1 NPPV de SUD car il n'y a pas de bilan présenté au CA des 4 années du mandat qui s'achève.

**- Campus de Saclay commun AgroParisTech et INRA**

Tenue d'une réunion extraordinaire du CA le 26 janvier en soirée (17h-19h).

Le prochain CA ordinaire se tiendra le **28 mars**.